

Conseil de la Première Nation Abitibiwinni
États financiers consolidés
31 mars 2022

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

Sommaire

Exercice clos le 31 mars 2022

Page

Responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière

Rapport de l'auditeur indépendant

États financiers

| | |
|--|---|
| État consolidé des résultats..... | 1 |
| État consolidé du surplus cumulé..... | 3 |
| État consolidé de la situation financière | 4 |
| État consolidé de l'investissement net en immobilisations..... | 5 |
| État consolidé de la variation de l'actif financier net..... | 6 |
| État consolidé des flux de trésorerie..... | 7 |
| Notes complémentaires..... | 8 |

Responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés ci-joints du Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (le « Conseil ») relèvent de la direction et ont été approuvés par la Cheffe et les conseillers.

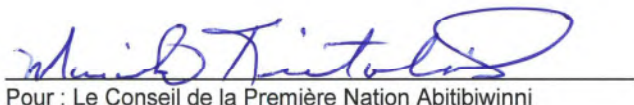
Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) et ainsi, incluent des montants qui sont les meilleurs estimés et jugements de la direction.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de ces états et de mettre en place et de maintenir un système de contrôles internes afin de fournir une assurance raisonnable qu'une information financière fiable est produite.

Le Conseil est responsable de s'assurer que la haute direction assume ses responsabilités à l'égard des rapports financiers et des contrôles internes et est responsable ultimement de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés.

Le Conseil rencontre périodiquement la haute direction ainsi que les auditeurs externes, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de rapports financiers, des problématiques en lien avec l'audit ou les rapports financiers, de s'assurer que chaque partie s'acquitte correctement de leurs responsabilités, et d'examiner les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur externe.

Les auditeurs externes, MNP S.E.N.C.R.L./s.r.l., effectuent un audit indépendant, conformément aux normes canadiennes d'audit et expriment leur opinion sur les états financiers consolidés. Les auditeurs externes ont pleinement et librement accès à la gestion financière de la Première Nation Abitibiwinini et les rencontrent lorsque nécessaire.


Pour : Le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

Le 7 février 2023

À la Cheffe et conseillers de
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Conseil de la Première Nation Abitibiwinini (le « Conseil »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2022, et les états consolidés des résultats, du surplus cumulé, de l'investissement net en immobilisations, de la variation de l'actif financier net consolidé et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers consolidés »).

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Conseil au 31 mars 2022, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de l'actif financier net consolidé et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion avec réserve

Au cours de l'exercice, l'omission de comptabiliser un passif de 1 204 611 \$ au 31 mars 2020 et un passif de 1 455 560 \$ au 31 mars 2021 relativement aux fonds inutilisés S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) a été constatée. Le Conseil a choisi de ne pas redresser rétroactivement les informations comparatives, ce qui constitue une dérogation aux NCSP. Si les informations comparatives avaient été retraitées, les revenus et le surplus courant de l'exercice terminé le 31 mars 2022 auraient été augmentés de 1 455 560 \$ (250 949 \$ en 2021), les revenus reportés auraient été augmentés de 1 455 560 \$ au 31 mars 2021 et les surplus cumulés auraient été diminués de 1 455 560 \$ au 31 mars 2021 et de 1 204 611 \$ au 1 avril 2020.

Conformément aux NCSP, le Conseil a corrigé l'erreur dans les chiffres de l'exercice considéré plutôt que de corriger les informations comparatives. Nous exprimons une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré en raison des incidences de cette correction sur la comparabilité des chiffres de la période considérée et des informations comparatives.

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Conseil conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observation - Informations financières non exigées par les NCSP

Nous attirons l'attention sur le fait que le Conseil inclut dans ses états financiers consolidés, certaines informations financières qui ne sont pas exigées par les NCSP. Ces informations, établies conformément aux exigences de Services Autochtones Canada (S.A.C) et présentées à la page 2, portent sur la conciliation aux fins d'exigences de S.A.C. du surplus. Le Conseil a également choisi de présenter un état consolidé du surplus cumulé à la page 3 et un état consolidé de l'investissement net en immobilisations à la page 5. De plus, le Conseil n'a pas présenté de budget dans l'état consolidé des résultats et dans l'état consolidé de la variation de l'actif financier net. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Conseil ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Conseil.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Conseil.

Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Conseil à cesser son exploitation.

Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Conseil pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*MNP*¹ SENCRL, s.r.l.

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Amos (Québec)
Le 7 février 2023

¹ CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A121190

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
État consolidé des résultats
Exercice terminé 31 mars 2022

| | 2022 | 2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Revenus | | |
| S.A.C. - Lettre de revue | (57 225) | 190 356 |
| S.A.C. - Contribution globale | 8 345 235 | 7 512 870 |
| S.A.C. - Contribution préétablie | 632 700 | 606 187 |
| S.A.C. - Contribution fixe | 4 706 616 | 4 171 881 |
| S.A.C. - Contribution souple | 1 831 996 | 1 594 252 |
| S.A.C. - Subvention | - | 94 539 |
| S.A.C. - Surplus à rembourser | (77 562) | (131 473) |
| C.D.R.H.P.N.Q. | 562 498 | 411 921 |
| Conseil en Éducation des Premières Nations | 985 947 | 1 022 637 |
| Contribution des usagers | 111 300 | 106 300 |
| C.S.S.S.P.N.Q.L. | 200 068 | 48 896 |
| Déneigement | - | 14 740 |
| Inscriptions et commandites | 19 827 | 3 339 |
| Location | 89 683 | 96 071 |
| Ministère de la Culture et des communications | 45 000 | - |
| Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs | 185 000 | 165 139 |
| Québec en forme | 52 000 | 52 000 |
| Revenus de loyers | 635 477 | 617 187 |
| Revenus d'administration | 1 258 493 | 1 292 534 |
| Revenus d'intérêts | 12 947 | 30 022 |
| Revenus de dividendes | 6 585 | 3 574 |
| Revenus divers et de négociations avec des sociétés minières | 3 091 985 | 4 317 170 |
| Secrétariat aux affaires autochtones | 353 287 | 873 858 |
| Sécurité publique Canada | 336 666 | 294 777 |
| Sécurité publique Canada - Contribution à rembourser | (52 378) | - |
| Sécurité publique du Québec | 388 580 | 272 101 |
| Sécurité Publique Québec - Contribution à rembourser | (52 377) | - |
| Utilisation de la réserve de remplacement | - | 13 045 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) | 163 492 | 267 296 |
| Perte sur cession d'actifs | - | (4 480) |
| Gain à la réévaluation de la juste valeur des placements cotés | 6 401 000 | 1 260 500 |
| Revenus reportés de l'année précédente | 3 615 466 | 3 270 009 |
| Revenus reportés à l'année suivante | (7 715 415) | (3 615 466) |
| Ventes de biens | 4 471 604 | 2 853 569 |
| | 30 548 495 | 27 705 351 |

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

État consolidé des résultats

Exercice terminé 31 mars 2022

| | 2022 | 2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| Dépenses (note 20) | | |
| Politique | 531 006 | 489 990 |
| Administration | 2 227 764 | 2 259 039 |
| Éducation | 3 964 086 | 3 187 584 |
| Santé et services de première ligne | 5 030 217 | 3 981 118 |
| Travaux publics | 2 343 610 | 1 826 597 |
| Formation, emploi et développement social | 1 921 974 | 1 722 473 |
| Développement économique | 484 100 | 485 705 |
| Sécurité publique | 644 180 | 703 620 |
| Habitation | 1 330 045 | 1 398 018 |
| Territoire et environnement | 961 648 | 576 277 |
| Culture, Sports et loisirs | 335 823 | 116 995 |
| Technologies, informations et communications | 387 361 | - |
| Autres | 4 228 869 | 2 981 605 |
| | 24 390 683 | 19 729 021 |
| Surplus courant | 6 157 812 | 7 976 330 |
| Conciliation aux fins des exigences en matière de rapports financiers de S.A.C. | | |
| Surplus courant | 6 157 812 | 7 976 330 |
| Produit de la dette à long terme | 50 000 | 75 000 |
| Remboursement de la dette à long terme | (2 086 947) | (270 667) |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (947 333) | (4 404 906) |
| Surplus courant aux fins des exigences en matière de rapports financiers de S.A.C. (1) | 3 173 532 | 3 375 757 |

(1) Le surplus courant avant amortissement est de 4 678 077 \$ (4 781 607 \$ au 31 mars 2021).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conseil de la Première Nation Abitibiwininni
État consolidé du surplus cumulé
Exercice terminé 31 mars 2022

| | 2022 | 2021 |
|---|--------------------|-------------|
| Solde au début | 9 939 993 | 5 269 254 |
| Surplus courant | 6 157 812 | 7 976 330 |
| Transfert à l'état de l'investissement net en immobilisations | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (947 333) | (4 404 906) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 504 545 | 1 411 830 |
| Produit de la dette à long terme | 50 000 | 75 000 |
| Remboursement de la dette à long terme | (2 086 947) | (270 667) |
| Ajustements - Lettre de revue S.A.C. | 151 606 | (245 324) |
| Ajustements des fonds réservés - Article 95 | (4 504) | 128 476 |
| Solde à la fin | 14 765 172 | 9 939 993 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

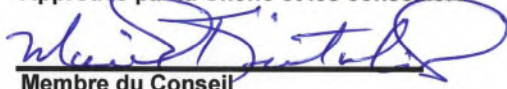
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
État consolidé de la situation financière
au 31 mars 2022

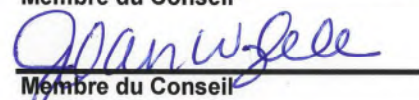
| | 2022 | 2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| Actifs financiers | | |
| Encaisse | 11 403 459 | 9 604 447 |
| Débiteurs (note 3) | 6 278 397 | 4 451 347 |
| Stocks | 78 574 | 78 574 |
| Placements (note 4) | 8 663 444 | 2 262 344 |
| Encaisse et dépôts assujettis à des restrictions (note 5) | 917 824 | 879 981 |
| | 27 341 698 | 17 276 693 |
| Passifs financiers | | |
| Créditeurs et charges à payer | 3 314 697 | 2 364 612 |
| Revenus reportés (note 7) | 7 715 415 | 3 615 466 |
| Dette à long terme (note 9) | 3 491 761 | 5 540 545 |
| Contributions à rembourser (note 10) | 246 912 | 176 656 |
| | 14 768 785 | 11 697 279 |
| Actif financier net | 12 572 913 | 5 579 414 |
| Actifs non financiers | | |
| Frais payés d'avance | 158 482 | 202 612 |
| Immobilisations corporelles (note 6) | 29 224 028 | 29 781 241 |
| | 29 382 510 | 29 983 853 |
| Excédent cumulé (note 12) | 41 955 423 | 35 563 267 |

Éventualités (note 17)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par la Cheffe et les conseillers


Membre du Conseil


Membre du Conseil

Conseil de la Première Nation Abitibiwininni
État consolidé de l'investissement net en immobilisations
Exercice terminé 31 mars 2022

| | 2022 | 2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| Investissement net en immobilisations au début | 24 290 695 | 21 053 303 |
| Variation de l'investissement net en immobilisations | | |
| Plus : | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | 947 333 | 4 404 906 |
| Remboursement de la dette à long terme | 2 086 947 | 270 667 |
| Remboursement de la dette P.A.R.E.L. | 11 837 | 48 649 |
| | 3 046 117 | 4 724 222 |
| Moins : | | |
| Produit de la dette à long terme | 50 000 | 75 000 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 504 545 | 1 405 850 |
| Produit à la cession d'immobilisations corporelles | - | 1 500 |
| Perte à la cession d'immobilisations corporelles | - | 4 480 |
| | 1 554 545 | 1 486 830 |
| Investissement net en immobilisations à la fin | 25 782 267 | 24 290 695 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
État consolidé de la variation de l'actif financier net
Exercice terminé 31 mars 2022

| | 2022 | 2021 |
|--|-------------------|--------------------|
| Surplus courant | 6 157 812 | 7 976 330 |
| Variation des immobilisations corporelles | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (947 333) | (4 404 906) |
| Produit à la cession d'immobilisations corporelles | - | 1 500 |
| Perte à la cession d'immobilisations corporelles | - | 4 480 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 504 545 | 1 405 850 |
| | 557 212 | (2 993 076) |
| Variation des autres actifs non financiers | | |
| Variation des frais payés d'avance | 44 130 | (37 110) |
| Variation des surplus et réserves | | |
| Variation des surplus et réserves | 68 130 | (17 918) |
| Variation du surplus en fiducie | 7 276 | 5 914 |
| Variation de la dette P.A.R.E.L. | 11 837 | 48 649 |
| Ajustements des fonds réservés - Article 95 | (4 504) | 128 476 |
| Ajustements - Lettre de revue S.A.C. | 151 606 | (245 324) |
| | 234 345 | (80 203) |
| Variation de l'actif financier net | 6 993 499 | 4 865 941 |
| Actif financier net au début | 5 579 414 | 713 473 |
| Actif financier net à la fin | 12 572 913 | 5 579 414 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conseil de la Première Nation Abitibiwininni
État consolidé des flux de trésorerie
Exercice terminé 31 mars 2022

| | 2022 | 2021 |
|---|-------------------|------------------|
| Activités d'exploitation | | |
| Surplus courant | 6 157 812 | 7 976 330 |
| Éléments sans effet sur la trésorerie | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 504 545 | 1 405 850 |
| Perte à la cession d'immobilisations corporelles | - | 4 480 |
| Gain à la réévaluation de la juste valeur des placements cotés | (6 401 000) | (1 260 500) |
| | 1 261 357 | 8 126 160 |
| Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 11) | 3 337 370 | 1 847 427 |
| | 4 598 727 | 9 973 587 |
| Activités d'investissement | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (947 333) | (4 404 906) |
| Variation de l'encaisse et des dépôts assujettis à des restrictions | (37 843) | (286 923) |
| Variation des placements | (100) | (105 556) |
| Produit à la cession d'immobilisations corporelles | - | 1 500 |
| | (985 276) | (4 795 885) |
| Activités de financement | | |
| Produit de la dette à long terme | 50 000 | 75 000 |
| Remboursement de la dette à long terme (capital et intérêts) | (2 098 784) | (319 315) |
| Variation de la dette P.A.R.E.L. | 11 837 | 48 648 |
| Variation du surplus en fiducie | 7 276 | 5 914 |
| Variation de la réserve de remplacement - Article 95 | 63 626 | (12 746) |
| Ajustements - Lettre de revue S.A.C. | 151 606 | (245 324) |
| Ajustements des fonds réservés - Article 95 | - | 123 304 |
| | (1 814 439) | (324 519) |
| Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 1 799 012 | 4 853 183 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début | 9 604 447 | 4 751 264 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin | 11 403 459 | 9 604 447 |

Voir les renseignements complémentaires présentés à la note 11.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

Notes complémentaires

31 mars 2022

1. Description de l'entreprise

La Première Nation est une entité légale non incorporée comme il est défini dans la Loi sur les Indiens. Un conseil des Premières Nations est considéré comme un gouvernement local composé d'un Chef et d'au moins deux conseillers qui sont choisis par voie d'élection ou selon les coutumes de la Première Nation pour exécuter les fonctions se rattachant à un gouvernement.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Première Nation ainsi que ceux de sa filiale détenue à 76 %, Gazonord inc. Puisque la filiale ne rencontre pas tous les critères d'une entreprise publique au sens des Normes comptables canadiennes pour le secteur public, elle a été consolidée à 100 %. Les transactions conclues entre ces deux entités ainsi que leurs comptes réciproques n'ont pas été éliminés.

Participations dans des entreprises publiques

Toutes les filiales contrôlées par le Conseil de la Première Nation sont consolidées à l'exception des entreprises commerciales suivantes qui sont des définies en tant qu'entreprises publiques.

Les filiales qui correspondent à la définition d'entreprise publique sont comptabilisées selon la méthode de la la valeur de consolidation modifiée sauf si les filiales contrôlées deviennent entièrement dépendantes financièrement du Conseil de la Première Nation. Selon cette méthode, seul le résultat net, la participation dans l'entreprise publique et les variations en capital sont comptabilisés. Aucun ajustement n'est effectué pour tenir compte des différences entre les méthodes comptables de ces entreprise publiques et celles du Conseil de la Première Nation.

Les entreprises comptabilisées à la valeur de consolidation modifiée sont :

- Société de développement économique Amik inc. (détenue à 100 % par le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini);
- Société de gestion hôtelière Anwepin inc. (détenue à 100 % par Société de Développement Économique Amik inc.);
- Pourvoirie Mistawak inc. (détenue à 100 % par Société de Développement Économique Amik inc.).

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes, les taux et la période suivants :

| | Méthodes | Taux et Période |
|------------------------|-------------------------|-----------------|
| Bâtiments | Amortissement dégressif | 2,50 % |
| Maisons résidentielles | Amortissement linéaire | 25 ans |
| Matériel roulant | Amortissement dégressif | 10,00 à 20,00 % |
| Mobilier et équipement | Amortissement dégressif | 20,00 % |
| Réseau routier | Amortissement dégressif | 5,00 % |
| Systèmes sanitaires | Amortissement dégressif | 2,50 % |

2. Principales méthodes comptables (suite)

Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent. Tous les revenus sont constatés selon la méthode de comptabilité d'exercice, sauf si les montants comptabilisés ne peuvent être déterminés avec un degré de certitude raisonnable ou s'il est à peu près impossible de les estimer.

Les paiements de transfert sont considérés comme des revenus lorsque le transfert est autorisé et que les éventuels critères d'admissibilité sont respectés, sauf dans le cas où les stipulations du transfert donnent lieu à une obligation qui correspond à la définition d'un passif. Les paiements de transfert sont constatés comme des passifs si les stipulations du transfert donnent lieu à un passif. Les revenus de transfert sont constatés dans l'état des résultats si les passifs sont réglés.

Les contributions provenant d'autres sources sont reportées quand on impose des restrictions à leur utilisation par le contributeur, et sont considérées comme des revenus lorsqu'elles sont utilisées aux fins prévus.

Les revenus liés aux droits ou aux services obtenus à l'avance (soit avant que ces droits aient été perçus ou que ces services aient été reçus) sont reportés et constatés une fois les droits perçus ou les services reçus.

Pour sa filiale Gazonord inc., les revenus sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque les marchandises sont expédiées aux clients ou lorsque les services ont été rendus, lorsque le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Revenus et dépenses relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles

Les revenus et dépenses relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisés dans l'état consolidé de l'investissement net en immobilisations corporelles lorsque les dépenses sont engagées, à condition que la Première Nation réponde aux critères d'admissibilité.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, le coût et la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des actifs à long terme et les revenus reportés. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût comprend le prix d'acquisition, les coûts de transformation et les coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Les achats présentés dans l'état consolidé des résultats incluent le coût des stocks comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle les produits correspondants sont comptabilisés. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Toute dépréciation des stocks pour ramener ceux-ci à leur valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges dans la période. Lorsque la valeur nette de réalisation augmente par la suite, la dépréciation déjà comptabilisée est reprise et comptabilisée comme une réduction du montant des stocks passés en charges dans le coût des ventes au cours de la période où la reprise a lieu.

Conseil de la Première Nation Abitibiwininni

Notes complémentaires

31 mars 2022

2. Principales méthodes comptables (suite)

Placements

Les placements dans les entités non cotées sont comptabilisés au coût d'acquisition et les placements dans les entités cotées sont comptabilisés à la juste valeur marchande.

Régime de retraite

Le coût des prestations au titre du régime de retraite à prestations déterminées correspond à la dépense de retraite.

Le régime de retraite est un régime multi-employeurs à prestations déterminées et est comptabilisé à ce titre comme un régime à cotisations déterminées.

Emprunts

Les emprunts assortis de conditions avantageuses sont présentés à la valeur nominale, diminuée du montant de la subvention.

3. Débiteurs

| | 2022 | 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Montant à recevoir de S.A.C | 2 266 975 | 1 121 464 |
| Montant à recevoir de C.S.S.S.P.N.Q.L. | 13 057 | 28 155 |
| Montant à recevoir de SCHL | 85 200 | 99 211 |
| Montant à recevoir du Conseil en Éducation des Premières Nations | 97 653 | 108 189 |
| Montant à recevoir du C.D.R.H.P.N.Q | 7 250 | 6 195 |
| Montant à recevoir du Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs | 46 250 | 46 250 |
| Montant à recevoir du Secrétariat aux affaires autochtones | 578 256 | 776 171 |
| Loyer à recevoir - Article 95 | 89 401 | 134 559 |
| Loyer à recevoir - autres | 168 998 | 228 958 |
| Taxes de vente, sur le tabac et sur le carburant à recevoir | 1 539 838 | 828 289 |
| Autres comptes à recevoir | 1 472 546 | 1 200 788 |
| | 6 365 424 | 4 578 229 |
| Provision pour créances douteuses | (87 027) | (126 882) |
| | 6 278 397 | 4 451 347 |

4. Placements

| | 2022 | 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Groupe Forestier CFOR inc. (détenu à 27,50 %) - 55 actions ordinaires | 60 000 | 60 000 |
| Korara Ressources inc. - 266 667 actions cotées | 1 696 000 | 904 000 |
| Sphinx Resources Ltd - 100 000 actions cotées | 1 000 | 2 000 |
| Sayona Mining Ltd - 27 500 000 actions cotées | 6 600 000 | 990 000 |
| Certificats de placements garantis, 0,10 % (0,05 % en 2021) | 306 344 | 306 344 |
| Société de Développement Économique Amik inc. (détenu à 100,00 %) - 100 actions ordinaires | 100 | - |
| | 8 663 444 | 2 262 344 |

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
Notes complémentaires
31 mars 2022

5. Encaisse et dépôts assujettis à des restrictions

| | 2022 | 2021 |
|-----------------------------|----------------|----------------|
| Surplus en fiducie | 404 046 | 396 770 |
| Surplus d'opération réservé | 513 778 | 483 211 |
| | 917 824 | 879 981 |

En vertu de l'accord avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un montant annuel par logement doit être placé pour la réserve de remplacement et la réserve d'opération dans un compte de banque distinct et/ou investi uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou placé de toute autre façon que la SCHL peut approuver de temps à autre. Cependant, le Conseil n'a pas placé ce montant tel que requis. Le montant ainsi placé aurait dû s'élever à 1 003 938 \$ en 2022 (935 808 \$ en 2021).

6. Immobilisations corporelles

| | <i>Coût</i> | <i>Amortissement cumulé</i> | <i>Valeur comptable nette</i> | <i>Valeur comptable nette</i> |
|-------------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| Terrains | 9 154 | - | 9 154 | 9 154 |
| Bâtiments | 20 908 151 | 7 990 937 | 12 917 214 | 13 350 793 |
| Maisons résidentielles | 17 724 913 | 11 824 730 | 5 900 183 | 4 992 357 |
| Matériel roulant | 2 202 225 | 1 185 474 | 1 016 751 | 1 170 941 |
| Mobilier et équipement | 4 844 135 | 3 780 224 | 1 063 911 | 1 022 695 |
| Réseau routier | 4 231 804 | 1 148 545 | 3 083 259 | 456 546 |
| Systèmes sanitaires | 5 480 846 | 2 131 037 | 3 349 809 | 3 450 668 |
| Immobilisation en cours | 1 883 747 | - | 1 883 747 | 5 328 087 |
| | 57 284 975 | 28 060 947 | 29 224 028 | 29 781 241 |

7. Revenus reportés

| | 2022 | 2021 |
|--|----------------|----------------|
| Planification communautaire globale | 14 660 | 33 214 |
| Développement professionnel et institutionnel | 80 403 | 135 984 |
| Secrétariat condition féminine - Contrer la violence conjugale | 141 526 | 142 000 |
| Plan de mesure d'urgence - COVID-19 | 40 256 | 44 267 |
| Projet DPI - 2020-2021 | 3 212 | 70 916 |
| Fonds COVID-19 - Éducation | - | 3 642 |
| Conseil en Éducation des Premières Nations - Soutien à l'amélioration continue des écoles | - | 44 921 |
| Conseil en Éducation des Premières Nations - Éducation spéciale | - | 47 139 |
| Conseil en Éducation des Premières Nations - Connexions compétences : Science et technologie | 11 409 | 2 452 |
| Formation Linguistique | - | 113 000 |
| Programme - Sida | 0 | 44 034 |
| Montants à reporter | 291 466 | 681 569 |

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini

Notes complémentaires

31 mars 2022

7. Revenus reportés (suite)

| | 2022 | 2021 |
|--|-----------|-----------|
| Montants reportés | 291 466 | 681 569 |
| Programme - Santé maternelle et infantile | 0 | 26 633 |
| Programme - Syndrome Alcoolisme Foetal | 0 | 29 381 |
| Transport médical (S.S.N.A) | - | 6 396 |
| Soins à domicile | 193 410 | 104 330 |
| Programme - Prévention suicide | 0 | 1 664 |
| Projet non récurrent - GILHEAD Hépatite C | 43 719 | 43 719 |
| Programme - Diabète | 0 | 50 722 |
| Principe de Jordan | 383 665 | 303 659 |
| Kike8in Mikana - Chemin de guérison | 84 392 | - |
| Projet Hépatite C - Rencontre Santé Canada | 0 | 64 689 |
| Programme CGMT Projet présence communautaire | 2 236 | 2 236 |
| Programme - Formation infirmière | 7 471 | 3 425 |
| Service de première ligne - Services sociaux (implantation) | 1 172 781 | 558 797 |
| Maison des aînés | 51 186 | - |
| Gestion du Centre de Santé Pikogan | 0 | 42 051 |
| Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPAR) | 0 | 451 926 |
| Programme Guérisseur traditionnel | 17 153 | 10 666 |
| Fonds COVID-19 - DGSPNI | 15 861 | 56 327 |
| Infections transmissibles Sexuellement / par le sang | 0 | 7 588 |
| Fonds COVID-19 RPA | 56 095 | - |
| Prévention des opioïdes et speed | 0 | 50 353 |
| Dépense en Immobilisation DGSPNI | - | 75 000 |
| Lutte contre le cancer | 21 755 | 21 755 |
| Plan et devis - DGSPNI | 100 000 | - |
| Prévention Violence familiale - 2019-2022 - CSSSPNQL | 10 410 | - |
| DGSPNI - Prog. Bien-être mental | 186 790 | - |
| Certification MDA | 3 601 | - |
| Réfection de la rue Tom Rankin | - | 145 099 |
| Plan d'investissement en immobilisation | 5 912 | 20 639 |
| Projet centre Lighthouse | 384 000 | - |
| Deuxième route d'accès à la communauté | 165 945 | - |
| SAC - Programme Pré-employabilité | 3 377 | - |
| Conseil en Éducation des Premières Nations - Emploi Été Étudiant | 6 494 | - |
| CSSSPNQL - Lutte contre la pauvreté - FQIS | 56 767 | - |
| Besoins fondamentaux - COVID | 115 800 | - |
| Développement économique Amik | 176 177 | - |
| Rénovation 105, Rue Tom Rankin | 10 966 | - |
| Capacités de gestion des terres | 42 900 | - |
| PRU- SCHL - 25 Tom Rankin | 1 455 | - |
| Culture, Patrimoine et Territoire SAA-FIA | 272 301 | 673 692 |
| Ressources Naturelles Canada - Projet Caribou | 55 775 | 32 112 |
| SAC - Étude de faisabilité champignons | 10 000 | - |
| Négociations IAMGOLD | 211 290 | - |
| Montants à reporter | 4 161 150 | 3 464 428 |

Conseil de la Première Nation Abitibiwininni
Notes complémentaires
31 mars 2022

7. Revenus reportés (suite)

| | 2022 | 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Montants reportés | 4 161 150 | 3 464 428 |
| SAA - Identification des sites d'intérêts | 42 860 | - |
| Négociation minière Sayona | 48 852 | 119 250 |
| Projet négociation avec les mines | 1 059 340 | 31 788 |
| CSSSPNQL - Participation sportive | 14 023 | - |
| Agent de développement culturel autochtone | 45 000 | - |
| Régime d'avantages sociaux | 5 280 | - |
| Contribution globale S.A.C. - Fonds inutilisés | 2 338 910 | - |
| | 7 715 415 | 3 615 466 |

8. Emprunt bancaire

L'emprunt bancaire, au taux préférentiel (2,70 % au 31 mars 2022) majoré de 1,15 %, disponible jusqu'à concurrence de 400 000 \$, est garanti par une hypothèque mobilière sur l'universalité des biens et sur des certificats de placement garantis d'une valeur comptable de 306 344 \$. Au 31 mars 2022, aucun montant n'était utilisé (aucun montant au 31 mars 2021). La date du prochain renouvellement est le 31 juillet 2022.

9. Dette à long terme

| | 2022 | 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Emprunt, 2,70 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2036 par versements mensuels de 593 \$, intérêts compris | 81 258 | 86 115 |
| Emprunt, 0,69 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2036 par versements mensuels de 1 334 \$, intérêts compris | 201 446 | 216 013 |
| Emprunt, 2,41 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2034 par versements mensuels de 4 752 \$, intérêts compris | 561 190 | 604 193 |
| Emprunt, 1,30 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2031 par versements mensuels de 957 \$, intérêts compris | 88 066 | 98 334 |
| Emprunt, 1,69 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2028 par versements mensuels de 263 \$, intérêts compris | 16 353 | 19 213 |
| Emprunt, 1,69 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par versements mensuels de 491 \$, intérêts compris | 41 031 | 46 182 |
| Emprunt, 1,22 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2038 par versements mensuels de 772 \$, intérêts compris | 133 397 | 141 075 |
| Emprunts, 0,89 à 2,68 %, garantis par S.A.C., remboursables jusqu'en 2023 à 2040 par versements mensuels de 290 \$ à 2 300 \$, intérêts compris | 534 418 | 589 091 |
| Emprunt à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (P.A.R.E.L.)* | 73 601 | 35 438 |
| Emprunt, 0,50 % | - | 896 |
| Emprunt, 1,01 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2040 par versements mensuels de 518 \$, intérêts compris | 99 242 | 104 811 |
| Emprunt, 1,22 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2042 par versements mensuels de 2 972 \$, intérêts compris | 609 499 | 637 569 |
| Emprunt, 1,12 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par versements mensuels de 439 \$, intérêts compris | 37 899 | 42 728 |
| Montants à reporter | 2 477 400 | 2 621 658 |

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
Notes complémentaires
31 mars 2022

9. Dette à long terme (suite)

| | 2022 | 2021 |
|--|------------------|------------------|
| Montants reportés | 2 477 400 | 2 621 658 |
| Emprunt, 1,12 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2030 par versements mensuels de 907 \$, intérêts compris | 78 282 | 88 256 |
| Emprunt, 2,39 %, garanti par S.A.C., remboursable jusqu'en 2038 par versements mensuels de 439 \$, intérêts compris | 69 179 | 72 758 |
| Emprunt du Fonds des Bandes, sans modalités de remboursement | 50 000 | 50 000 |
| Emprunt, 6,00 %, garanti par une entente tripartite sur l'universalité des biens meubles et immeubles et par une hypothèque mobilière de premier rang sur l'universalité des biens mobiliers, remboursable sur une période de 10 ans, par versements semestriels de 60 557 \$, intérêts compris, débutant 6 mois après le dernier déboursé | 760 650 | 832 873 |
| Emprunt, 7,00 % | - | 1 800 000 |
| Emprunt, sans intérêt** | 56 250 | 75 000 |
| | 3 491 761 | 5 540 545 |
| Tranche à court terme | 283 912 | 2 068 761 |
| | 3 207 849 | 3 471 784 |

Les versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

| | \$ |
|------|---------|
| 2023 | 283 912 |
| 2024 | 294 150 |
| 2025 | 302 642 |
| 2026 | 307 756 |
| 2027 | 304 262 |

* Sous ce programme, une entente a été conclue entre le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini et la Société canadienne d'hypothèques et de logement concernant une contribution pour les rénovations majeures pour les maisons sur la réserve.

Si toutes les conditions de l'entente sont respectées par le Conseil de la Première Nation Abitibiwinini, l'emprunt sera amorti sur une base linéaire de 3 ans ou 5 ans par des remises gracieuses. Si les conditions ne sont pas respectées, le solde dû sur la balance du prêt devra faire l'objet d'un remboursement selon les normes habituelles (sujet à une charge d'intérêts). Au 31 mars 2022, les conditions sont respectées.

**La Filiale Gazonord inc. a conclu une entente avec Crevier concernant une contribution pour des rénovations majeures apportées à la station d'essence. Si toutes les conditions de l'entente sont respectées par Gazonord, l'emprunt sera amorti sur une base linéaire de 5 ans à partir d'avril 2021 par des remises gracieuses. Si les conditions ne sont pas respectées, le solde dû sur la balance du prêt devra faire l'objet d'un remboursement selon les normes habituelles (sujet à une charge d'intérêts). Au 31 mars 2022, les conditions sont respectées.

10. Contributions à rembourser

| | 2022 | 2021 |
|-------------------|----------------|----------------|
| S.A.C. | 129 264 | 176 656 |
| Sécurité publique | 104 755 | - |
| | 246 912 | 176 656 |

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
Notes complémentaires
31 mars 2022

11. Renseignements complémentaires à l'état des flux de trésorerie

Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation :

| | 2022 | 2021 |
|-------------------------------|------------------|------------------|
| Débiteurs | (1 827 050) | 939 953 |
| Frais payés d'avance | 44 130 | (37 110) |
| Créditeurs et charges à payer | 950 085 | 436 802 |
| Revenus reportés | 4 099 949 | 345 458 |
| Contributions à rembourser | 70 256 | 162 324 |
| | 3 337 370 | 1 847 427 |

Trésorerie et équivalents de trésorerie :

| | | |
|----------|------------|-----------|
| Encaisse | 11 403 459 | 9 604 447 |
|----------|------------|-----------|

12. Excédent cumulé

| | 2022 | 2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Surplus d'opération réservé | 201 534 | 197 030 |
| Surplus en immobilisations | 25 782 267 | 24 290 695 |
| Surplus en fiducie | 404 046 | 396 771 |
| Réserve de remplacement - Article 95 (note 13) | 802 404 | 738 778 |
| Surplus cumulé | 14 765 172 | 9 939 993 |
| | 41 955 423 | 35 563 267 |

13. Réserve de remplacement – Article 95

En vertu de l'accord avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement, un montant annuel par logement doit être porté au crédit du compte de la réserve de remplacement, plus les intérêts. Ces fonds et les intérêts cumulés doivent être placés dans un compte de banque distinct et/ou investis uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou placés de toute autre façon que la Société canadienne d'hypothèques et de logement peut approuver de temps à autre. Toute utilisation des fonds du compte doit être approuvée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les retraits sont imputés à l'intérêt d'abord, puis au capital.

| | 2022 | 2021 |
|---------------------------------------|----------------|----------------|
| Solde au début | 738 778 | 751 524 |
| Plus : | | |
| Allocation de l'exercice | 63 626 | 66 627 |
| Contribution supplémentaire | - | 56 976 |
| Moins : | | |
| Retrait de la réserve de remplacement | - | 13 045 |
| Retrait de la réserve pré-1997 | - | 123 304 |
| | 802 404 | 738 778 |

14. Régime de retraite

La Première Nation maintient un régime de retraite à prestations déterminées pour l'ensemble de ses employés. Le régime est administré par le Régime des Bénéfices Autochtone. Les contributions pour les autochtones sont de 8,50 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 1,82 fois ce pourcentage. Pour les non-autochtones, les contributions sont de 6,80 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 1,82 fois ce pourcentage.

Également, pour les autochtones membres du service de police, les contributions sont de 9,50 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 2 fois ce pourcentage. Pour les non-autochtones, les contributions sont de 8,00 % de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 2 fois ce pourcentage.

Le montant total des frais de pension comptabilisés à titre de dépense au cours de l'exercice est de 683 120 \$ (532 512 \$ au 31 mars 2021).

15. Excédent cumulé

Les surplus, tels que présentés en date du 31 mars 2022, ne tiennent pas compte des redressements possibles à la suite de la revue et de l'analyse des états financiers par les Services aux Autochtones Canada (S.A.C.), Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), C.D.R.H.P.N.Q, Sécurité publique Canada, Sécurité publique du Québec, ainsi que par le Conseil en Éducation des Premières Nation (CEPN). Tout ajustement résultant de ces analyses sera inscrit dans l'année en cours (résultats

16. Instruments financiers

Justes valeurs

Les justes valeurs de l'encaisse et dépôts assujettis à des restrictions, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer et des contributions à rembourser correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur du placement dans CFOR inc. n'a pu être déterminée puisqu'il ne s'agit pas d'une société publique. La juste valeur des certificats de placements garantis est égale au coût et les justes valeurs des placements cotés ont été déterminées en fonction de leur cote boursière au 31 mars 2022.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon le taux d'intérêt que la Première Nation estime pouvoir obtenir actuellement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme s'élève approximativement à 3 256 460 \$ au 31 mars 2022 (5 553 008 \$ au 31 mars 2021).

La juste valeur des prêts P.A.R.E.L et celle de l'emprunt du Fonds des Bandes n'ont pu être déterminées, car ceux-ci ne portent pas intérêt ou leur date d'échéance n'est pas fixée.

Risque de crédit

La Première Nation consent du crédit à ses locataires dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses débiteurs et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances.

Risque de taux d'intérêt

La Première Nation est assujettie au risque de taux d'intérêt, dépendant de la fluctuation du taux préférentiel, car son emprunt bancaire est à taux variable. La majorité des dettes à long terme sont à taux fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt n'est pas significatif. Toutefois, le Conseil est sujet à un risque de juste valeur.

17. Éventualités

La Première Nation assume une responsabilité solidaire pour un prêt à terme de 210 000 \$ pour la Société de développement économique Amik inc. Le solde de cet emprunt au 31 mars 2022 est de 187 250 \$.

La Première Nation assume une responsabilité solidaire pour un prêt à terme de 1 800 000 \$ pour la Société de gestion hôtelière Anwepin inc. Le solde de cet emprunt au 31 mars 2022 est de 1 800 000 \$.

Toute perte pour ces éventualités, dont le montant ne peut présentement être déterminé, serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

18. Reclassement

Pour fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été regroupées et reclassées.

19. Événements postérieurs à la date du bilan

Après la fin d'exercice, la Première Nation a procédé au transfert d'un actif immobilier à la Société de gestion hôtelière Anwepin inc. pour un montant de 8 325 000 \$. La dette afférente à cette immobilisation a déjà été transférée à cette même société au 31 mars 2022 pour un montant de 1 800 000 \$. Cette transaction entraînera une perte dans les états financiers du prochain exercice de la Première Nation pour un montant de 6 525 000 \$ et un gain de 6 525 000 \$ dans la Société de gestion hôtelière Anwepin inc.

Conseil de la Première Nation Abitibiwinini
Notes complémentaires
31 mars 2022

20. Dépenses par nature

| | 2022 | 2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Salaires et charges sociales | 9 018 453 | 7 554 019 |
| Achats | 3 816 604 | 2 584 842 |
| Activités | 540 | 12 766 |
| Allocation à la réserve de remplacement | 63 627 | 123 603 |
| Allocations aux participants | 563 879 | 348 198 |
| Allocations postsecondaires | 2 943 | 139 674 |
| Allocations - vêtements étudiants | 500 | 9 321 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 504 545 | 1 405 850 |
| Appui au programme | 39 570 | 89 579 |
| Assurances | 249 684 | 214 136 |
| Besoins essentiels | 446 003 | 491 022 |
| Besoins particuliers | - | 2 500 |
| Carburant | 36 535 | - |
| Chambres et pensions | 1 377 | 1 805 |
| Contrats | 2 321 593 | 1 799 080 |
| Contribution de l'employeur au régime d'assurance collective | 25 024 | 10 824 |
| Coût de transport | 47 652 | 42 022 |
| Énergie | 252 501 | 243 637 |
| Entretien et réparations | 695 220 | 275 339 |
| Fournitures médicales | 6 331 | 15 511 |
| Frais bancaire et intérêts de la dette à court terme | 34 548 | 37 474 |
| Frais d'administration | 1 249 964 | 1 272 744 |
| Frais de déplacement | 109 316 | 44 873 |
| Frais d'atelier et de formation | 720 809 | 346 195 |
| Honoraires de consultants | 203 477 | 319 509 |
| Honoraires professionnels | 461 159 | 340 119 |
| Intérêts de la dette à long terme | 215 070 | 258 373 |
| Location | 143 562 | 87 780 |
| Matériel | 10 417 | 59 760 |
| Matériel et équipement | 481 458 | 526 096 |
| Mauvaises créances (recouvrées) | 20 940 | (43 360) |
| Papeterie et fournitures de bureau | 46 299 | 51 390 |
| Perdiem établissement | 380 000 | 451 680 |
| Perte découlant d'un vol | 5 210 | 33 023 |
| Programmes | 826 | 38 384 |
| Publicité | 287 135 | 25 035 |
| Services municipaux | 108 900 | 103 900 |
| Télécommunications | 153 247 | 93 072 |
| Transfert au Régime des Bénéfices Autochtone (R.B.A.) | 143 015 | 177 404 |
| Trophées et médailles | - | 210 |
| Frais divers | 522 750 | 141 632 |
| | 24 390 683 | 19 729 021 |